



SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021
DECISION N° 2021-011- DB

Date d'affichage : 18 février 2021	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 41	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 6	Présents : (41)
dont pouvoir(s) : 1	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 5	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Guy BERTIN.	Excusé(s) : (6) Marc BONNIN, Eric MOUSSERION, Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1) Benoît LEDOUX à Jackie GOULET Absent(s) : (5) Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY

ASSOCIATION UNIS CITÉ - CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS POUR LA PÉRIODE 2021-2024 ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2021

Le Service Civique permet à des jeunes de 16 à 25 ans, qui le souhaitent, de s'engager sur une période de 6 à 12 mois, pour une mission au service de la collectivité et de l'intérêt général.

Ce service peut être effectué auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public en France ou à l'international. Les missions confiées aux jeunes couvrent des domaines prioritaires pour la Nation et l'ensemble de la société tels que : la solidarité et la lutte contre l'exclusion, l'éducation, l'environnement, le sport et la culture, etc.

Le Service Civique unifie sous un statut homogène, lisible et simple, les principaux dispositifs de volontariat. Il simplifie également la procédure d'agrément pour les organismes d'accueil pour leur permettre de recruter plus facilement des volontaires. Il donne lieu à une indemnité et à une couverture sociale adaptée, prises en charge intégralement par l'Etat.

Le Service Civique est également valorisé dans le parcours de formation au travers du livret de compétences, des cursus universitaires et/ou de la validation des acquis de l'expérience.

Le dispositif est piloté par l'Agence du Service Civique, présidée par Béatrice ANGRAD.

En outre, des journées de formation citoyenne sont organisées.

De plus, chaque volontaire bénéficie d'un accompagnement à son projet professionnel. Des visites d'entreprises et des « journées découvertes métiers » peuvent avoir lieu. Chaque volontaire est accompagné pour la rédaction de son portefeuille de compétences valorisant ainsi ses savoirs, savoir faire et savoir être acquis pendant son volontariat.

Au regard des expériences soutenues par la Communauté d'Agglomération depuis 2010, l'intérêt de pérenniser cette action sur le territoire communautaire a été déterminé.

A cette fin, l'Association Unis Cité a recruté un salarié en emploi solidarité afin d'assurer la coordination du dispositif sur le territoire.

La Convention cadre pluriannuelle 2017-2021 arrive à échéance, il convient d'approuver la nouvelle convention cadre pluriannuelle pour la période 2021-2024 passée entre la Communauté d'Agglomération et l'Association Unis Cité et d'acter la subvention attribuée de 29 000 € pour l'année 2021.

Chaque année 20 jeunes sont recrutés sur 8 mois, d'octobre (année N) à mai (année N+1), pour le développement et la mise en œuvre d'actions citoyennes en lien avec les partenaires locaux visant à sécuriser un temps de parcours pour chaque jeune.

La mise en œuvre de l'action est assurée par l'association Unis Cité. Elle sollicite la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour une durée de 3 ans, à compter du 1er octobre 2021 (période la 2021-2024).

Pour l'année 2020, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire avait attribué une subvention de fonctionnement de 29 000 €.

Pour l'année 2021, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a attribué une subvention de fonctionnement à l'Association Unis Cité s'élevant à 29 000 €, subvention qui a été allouée lors du Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2020, lors du vote du Budget Primitif 2021 de la Collectivité.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le budget primitif adopté par le Conseil Communautaire du 17 décembre 2020 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 29 000 euros à l'Association UNIS CITÉ pour l'année 2021 ;

Considérant l'intérêt de développer auprès des jeunes des actions permettant de sécuriser un temps de parcours nécessaire à l'insertion par l'emploi sur la période de octobre 2020 à juin 2021 ;

Considérant que chaque année 20 jeunes sont recrutés sur 8 mois, d'octobre (année N) à mai (année N+1), pour le développement et la mise en œuvre d'actions citoyennes en lien avec les partenaires locaux visant à sécuriser un temps de parcours pour chaque jeune.

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire, après en avoir délibéré :

- **D'APPROUVER** la convention cadre pluriannuelle 2021-2024 entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'Association Unis Cité ;
- **DE SOUTENIR** l'action portée par Unis Cité du 1er octobre 2021 au 30 juin 2024 (dans la limite de 29 000 euros par an) sous réserve d'une évaluation annuelle et de la production d'un rapport d'activités et des justificatifs des dépenses et des recettes,
- **D'ATTRIBUER ET DE VERSER** une subvention de fonctionnement à l'association Unis Cité de 29 000 euros au titre de la session 2021/2022,
- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer la convention cadre pluriannuelle 2021-2024 avec Unis Cité, ainsi que tout document nécessaire en exécution des présents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 – Finances Locales	7.5.3 – Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé
-------------------	----------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »